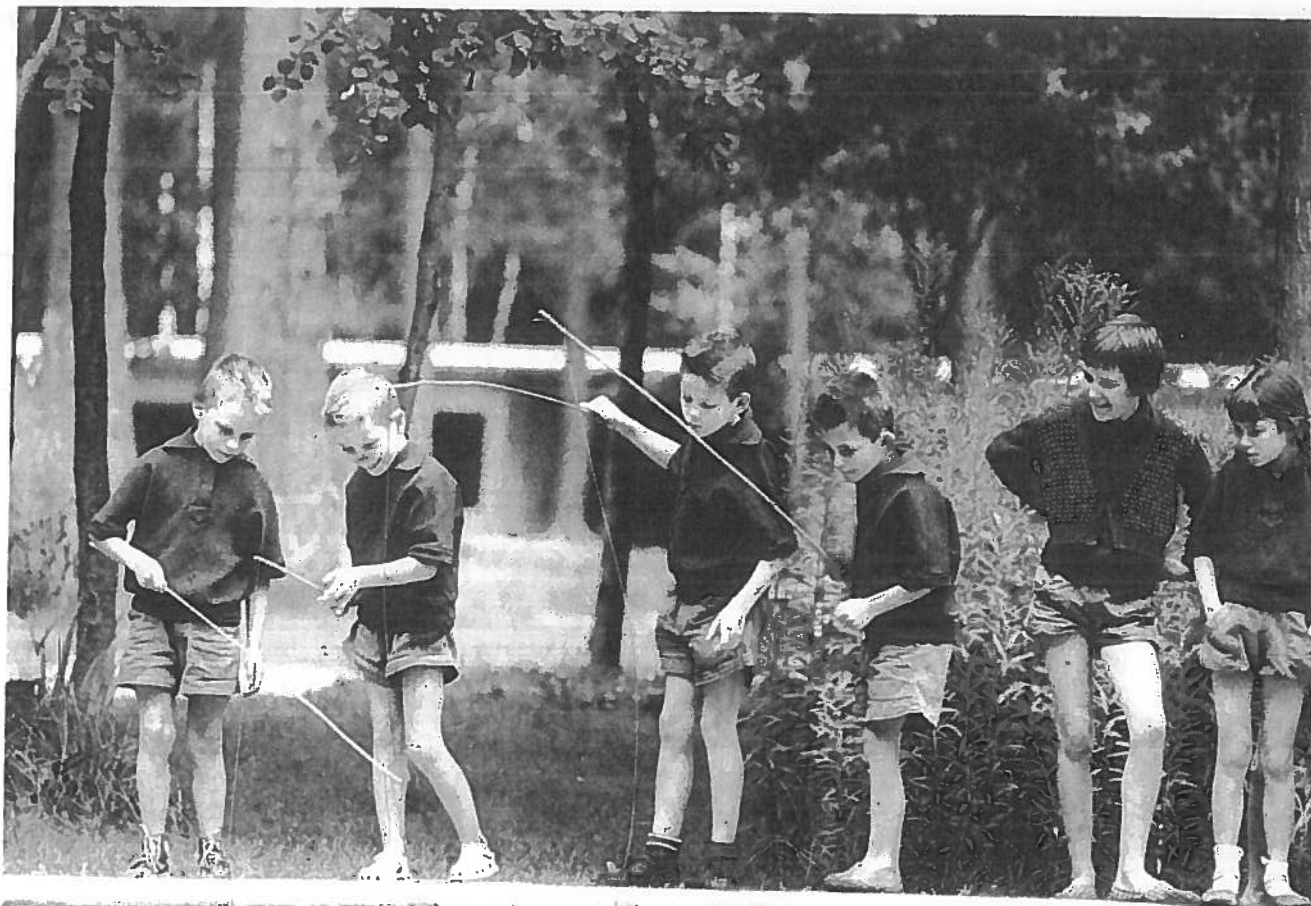




Colonies, la fin de l'âge d'or

Autrefois perçues comme un creuset de mixité, les colonies de vacances se spécialisent et visent des publics ciblés selon l'âge, le genre et le milieu social.

« **M**erci maman, merci papa ! », se sont exclamées des générations d'enfants en rentrant des jolies colonies de vacances.

L'enthousiasme est nettement retombé depuis une vingtaine d'années, la fréquentation aussi et avec elle le brassage social. Comment expliquer cette désaffection ?

Un sondage de l'Ifop pour la Jeunesse en plein air montre pourtant que les Français ont globalement une bonne opinion des colonies de vacances, surtout ceux qui en ont fait l'expérience lorsqu'ils étaient jeunes (83 %) ou qui, en tant que parents, y ont envoyé leurs enfants (85 %). Atout majeur : elles laissent des souvenirs impérissables

(90 %) et permettent à des jeunes de différents milieux sociaux de vivre ensemble au quotidien (85 %). Plus généralement, c'est le lien social qui est mis en avant (vie en collectivité, socialisation et épanouissement auprès des autres enfants, autonomie) plutôt que les activités proposées.

L'augmentation du coût

Malgré leurs vertus socialisatrices, les colos sont pourtant désertées : 4 millions d'enfants et de jeunes partaient dans les années 1960 ; en 2015, ils ne sont plus que 1,3 million (soit 7 % des 5 à 19 ans) et la courbe de désaffection est croissante. En cause selon les parents, le coût financier

du séjour et le manque de confiance d'un côté, le personnel. Les réticences à laisser partir son enfant sont fortes quand on doute de la compétence du personnel encadrant (57 % des parents interrogés). La médiatisation Inévitable des rares accidents accroît cette méfiance. Cela dit, le coût à la charge des familles a effectivement augmenté, notamment parce que les aides sociales se sont réduites. Le coût d'une semaine de colonie varie de 400 à 600 euros en moyenne, jusqu'à 1 500 euros pour les plus chères dans le privé. Depuis le début des années 2000, les politiques publiques d'aide aux familles ont toutes baissé : les caf d'abord, les communes et même les comités d'entreprises. Évidemment, ce sont les familles des classes moyennes qui sont particulièrement touchées : les enfants qui peuvent partir en colo sont issus des classes sociales modestes (ceux dont les parents bénéficient d'aides et payent peu), ou des classes favorisées (ceux dont les revenus de la famille permettent la prise en charge totale du coût).

Enfin, une recherche du CNRS souligne que les lieux d'accueil, qu'ils soient des propriétés d'origine privée (entreprises, églises) ou publique (associations laïques, communi-

disparaissent inexorablement, en raison de la lourde charge financière qu'ils induisent, notamment pour l'entretien et la mise aux normes (sécurité, hygiène, règles alimentaires, accès handicap...). Il ne reste ainsi qu'un tiers du patrimoine des bâtiments en fonction en Loire-Atlantique, en Vendée ou dans les Alpes-Maritimes.

Des colos généralistes aux séjours à thèmes

Dans ce contexte de désaffection, la concurrence s'est accrue et les structures organisatrices (publiques et privées) ont développé des stratégies commerciales offensives, basées sur la segmentation de leurs publics, les catalogues et sites Internet et les campagnes de communication. Leur offre cible principalement les familles aisées, friandes de loisirs spécialisés, et/ou les familles soutenues financièrement. Depuis les années 1980, on assiste à la disparition progressive des colonies généralistes, au profit de séjours thématiques sportifs, scientifiques, linguistiques ou culturels (équitation, rafting, surf, danse, astronomie, anglais, théâtre, orchestre, échecs, etc.), proposant des activités à haute valeur ajoutée et donc au coût plus élevé... répercuté sur le prix de l'inscription. Les séjours sont en général plus courts (une semaine contre deux à quatre pour les colos généralistes) et offrent des conditions d'accueil, d'encadrement et de sécurité souvent supérieures à ce qui existait.

On estime à 42 500 le nombre de séjours proposés en 2015 ; 80 % se sont déroulés en France (Haute-Savoie, Vendée et Landes étant les destinations privilégiées), 20 % à l'étranger (Grande-Bretagne en tête, suivie de l'Espagne, des États-Unis et de l'Italie). La spécialisation des séjours s'affirme et concerne les deux tiers d'entre eux, avec une nette dominance des séjours sportifs (43 %) sur les thématiques « nature et environnement » (8 %), « découverte et patrimoine » (6 %) et « art et culture » (5 %).

Bafa, un succès qui ne se dément pas

Dès l'âge de 17 ans, les jeunes peuvent suivre la formation au bafa (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur), puis éventuellement au BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur), qui comprennent formation générale théorique, stage(s) pratique(s), stage d'approfondissement ou de qualification. Environ 62 000 candidats ont été diplômés bafa/BAFD en 2014 et environ 233 000 candidats étaient en cours de formation. Le ministère annonce même que la nouvelle application mobile bafa/BAFD vient de dépasser les 850 000 candidats inscrits. Sans surprise, les taux d'encadrement durant les séjours sont conformes, voire plus exigeants que la réglementation (1 intervenant pour 5,7 enfants) et les intervenants sont qualifiés ou en cours de qualification dans plus de 90 % des cas en 2013. Les femmes sont majoritaires (55,5 % des interventions) mais plus représentées dans l'animation que dans la direction des centres d'accueil. Enfin, le turnover important des intervenants d'une année sur l'autre confirme que ces diplômes ne permettent d'encadrer qu'à titre non professionnel et de façon occasionnelle. ■ C.L.

Une mixité sociale en berne

Les colonies à l'ancienne mélangeaient les enfants d'origines diverses. La spécialisation des séjours installe en revanche la séparation : entre tranches d'âge, entre garçons et filles, entre enfants d'origine modeste et favorisée, entre territoires (centre-ville ou banlieue par exemple).

Selon les chercheurs du CNRS, les politiques publiques accentuent ce phénomène. Leur étude montre qu'en banlieue, les municipalités, en orientant explicitement les séjours et activités proposés vers la prévention de la délinquance, s'adressent de fait à un public très ciblé : les jeunes garçons des cités. Rap, hip-hop, boxe, graff, BMX deviennent alors leur chasse gardée et excluent les autres, les filles notamment. Quand bien même on laisse le secteur privé développer son offre de séjours et qu'on subventionne l'accueil de publics dits prioritaires (c'est la tendance actuelle), le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. En effet, accueillir un petit nombre de jeunes lors d'un séjour dont le thème leur est peu familier, voire étranger, aurait des effets pervers : difficultés d'intégration, isolement et exclusion seraient le lot de ces jeunes en manque de familiarité et de compétences pour les activités proposées, alors que les autres auraient choisi le séjour pour progresser dans un domaine qu'ils connaissent déjà ou dont ils sont experts.

Baisse de la fréquentation, diminution de la durée des séjours et recul du brassage social, autant d'éléments qui invitent à réfléchir à l'heure où les questions du vivre-ensemble sont si sensibles. Et quand 3 millions d'enfants ne partent pas en vacances du tout, n'est-il pas urgent de réinventer les colos ? ■

CHRISTINE LEROY

Renaud Foirien, « Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement en 2013 », *Stat-Info*, n° 15-02, mai 2015.

Ovlej, « Centres de loisirs, minicamps, colos : quand les parents et les adolescents font le choix du collectif », dossier d'étude n° 187, décembre 2016.

Magalie Bacou et al., « Des séparations aux rencontres en camps et colos », rapport d'évaluation du dispositif #GénérationCampColo, avril 2016.

Magalie Bacou et Yves Raibaud, « Les jolies colonies de vacances, c'est fini ? », *CNRS Le Journal*, juillet 2016.

Ifop, « Les Français et les colonies de vacances », sondage pour la Jeunesse en plein air, Mai 2016.